



François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France :

**« Les investisseurs étrangers sous-estiment le potentiel des banques européennes »
Expansión - 24 Novembre 2016**

Andrés Stumpf. Madrid

François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, n'aime pas beaucoup attirer l'attention mais il peut se montrer passionné lorsqu'il s'agit de politique monétaire.

Le gouverneur estime que la politique accommodante de la BCE a joué un rôle essentiel dans le soutien à la croissance et à l'inflation dans la zone euro. « *Dans quelques mois, nous serons au-delà de 1% d'inflation, ce qui montre que nous sommes sur le bon chemin* », commente M. Villeroy.

Pour autant, certains risques, suivis attentivement par la BCE, pourraient altérer cette dynamique positive. La victoire de Donald Trump aux élections présidentielles aux États-Unis a envoyé des signaux contradictoires aux marchés, ce qui s'est traduit par une hausse des marchés d'actions et une baisse des marchés obligataires. « *Jusqu'en mars, nous continuerons de mettre en œuvre notre politique monétaire exactement comme nous nous y sommes engagés. S'agissant de l'après-mars, nous ferons le bilan des progrès accomplis et nous déciderons suivant une approche pragmatique. Pour cela, nous avons plusieurs réunions devant nous, à commencer par celle de décembre. Et de nombreuses options s'offrent à nous concernant notre programme d'achats d'actifs (APP) : s'il faut écarter un arrêt brutal de sa contribution à notre politique accommodante, nous devons étudier de près la possibilité de l'adapter* », explique-t-il.

Le gouverneur de la Banque de France indique que la BCE suit très attentivement l'évolution du rendement des obligations. « *Notre mandat inclut également la stabilité financière, aussi nous restons attentifs à la formation éventuelle de bulles. À ce titre, nous estimons que la valorisation des actifs est globalement correcte* », fait-il observer.

Pourtant, tout le monde n'est pas satisfait des mesures prises par l'autorité monétaire européenne et de nombreuses banques ont protesté contre la réduction de leurs marges. « *Les banques ont tendance à évoquer le volet de la politique monétaire qui les affecte négativement mais elles ont bénéficié des TLTRO ainsi que de la baisse des coûts financiers. Si l'on regarde l'ensemble des mesures, le résultat est neutre* », fait-il observer.

M. Villeroy considère que le secteur bancaire européen est « *plus robuste que jamais, avec un ratio de solvabilité de 14 % contre 9 % il y a quatre ans seulement* ». Compte tenu de cette hausse, le gouverneur estime que « *les investisseurs étrangers sous-estiment le potentiel des banques européennes qui, à l'exception de quelques cas particuliers, est très solide* ». Les cas particuliers auxquels M. Villeroy fait référence - on pense notamment à certaines banques allemandes, italiennes et portugaises - « *doivent et peuvent être traités rapidement* », ajoute-t-il.

Le gouverneur souligne que le processus de digitalisation a eu un impact sur la rentabilité du secteur bancaire, de même que l'incertitude dans le domaine réglementaire, laquelle doit selon lui être levée le plus rapidement possible. « *Renforcer la réglementation des banques était indispensable après la crise. Il est désormais temps de mettre un terme à l'incertitude dès que possible* », explique-t-il.

Pour le gouverneur, une fois que le débat sera clos, il sera alors temps de parler de système commun de garantie des dépôts et de fusions transfrontalières entre banques de différents pays de la zone euro, auxquelles il est favorable. « *Il s'agit en définitive d'une décision privée entre banques privées mais ce serait incontestablement positif pour l'Europe car cela faciliterait la circulation de l'épargne vers les besoins d'investissement* », explique-t-il.

Pour M. Villeroy, l'Espagne et son secteur bancaire est un exemple de la façon de mener à bien les réformes. Il n'hésite pas à décrire les banques espagnoles comme de « *solides banques internationales* », mettant plus particulièrement l'accent sur leur diversification géographique.